

Mr. Jones expressed his approval of the policy of the Government, and regarded the inauguration of the national policy as not offending some of the Provinces.

Mr. McCallum said he was a free trader, but he desired to represent the wishes of the people, although his own interests were opposed to these wishes. He thought the duty proposed on coal should not be less than \$1 a ton; corn ten cents, and a duty on American vessels.

Mr. Ross (Dundas) never permitted himself to be trammelled by theory, but came to represent the wishes of his constituents. They had been led to believe that Confederation would promote large intercolonial trade, and he thought this tariff should be adopted as a means for this purpose. He deprecated all irritating remarks against Americans as to this being a retaliatory policy. He asked if American wheat coming through for shipment could do so in Bond.

Mr. Stirton said that petitions in favour of taxation were obtained on the ground that reciprocity would probably be obtained by the tariff proposed; but the effect of the tariff would be most disastrous to the interest of the country. He protested against the tax on coal and food, and said that the tax on rye, now coming rapidly into consumption in Ontario, would prove a most heavy burden. He did not know how often the word policy had been used in that debate, but it had been repeated at least 5,000 times. (Hear, hear, and laughter.) The House had heard of a national policy, a protective policy, a free trade policy, and a retaliatory policy, but it was nothing after all but the mere shift of a Government which had no fixed policy on any subject. (Hear, hear.) He was of opinion and the country was of opinion, that the best policy for the country was one of free trade. (Applause.)

Mr. Ryan (Montreal West) protested, on behalf of the Province of Quebec and city of Montreal, against the imposition of duties. Instead of being a national policy it was a Cumberland policy, (laughter). It had been

[Mr. Workman—M. Workman.]

sur le blé constitue un sérieux recul pour les marchands importateurs, parce que, indépendamment de la question de prix, il causera des délais et des problèmes. Il espère que la Chambre ne sanctionnera pas de tels droits; si le Gouvernement veut faire de ce vote, un vote de non-confiance, qu'il en assume alors les conséquences et que le pays le sache. (Bravo!)

M. Jones manifeste son approbation pour la politique du Gouvernement et considère que l'instauration d'une politique nationale n'est pas préjudiciable aux provinces.

M. McCallum dit qu'il est partisan du libre-échange, mais il souhaite se faire l'interprète des désirs du peuple, même si ses propres intérêts vont à l'encontre de ces désirs. Il pense que le droit qu'on propose pour le charbon ne devrait pas être inférieur à un dollar la tonne, que le droit sur le maïs devrait être de dix cents et qu'on devrait imposer un droit aux navires américains.

M. Ross (Dundas) ne veut pas s'embarrasser de théorie; il est venu pour se faire l'interprète des désirs de ses commettants. On leur a fait croire que la Confédération favoriserait un grand commerce intercolonial et il pense qu'on devrait introduire le tarif comme un moyen d'atteindre ce but. Il déplore toutes les remarques blessantes faites à l'endroit des Américains, et affirme qu'il s'agit d'une politique de représailles. Il demande si l'expédition du blé américain par notre territoire pourrait se poursuivre s'il y a des douanes.

M. Stirton déclare qu'on fait signer des pétitions en faveur de la taxation en partant du principe que le tarif proposé amènerait probablement la réciprocité; mais le tarif aura un effet absolument désastreux pour le pays. Il proteste contre la taxe sur le charbon et sur la nourriture et dit que la taxe sur le seigle, dont la consommation s'étend rapidement en Ontario, s'avérerait un fardeau très lourd. Il ignore combien de fois le mot «politique» a été utilisé pendant le débat, mais on l'a répété au moins 5,000 fois. (Bravo! Bravo! et rires.) On a parlé de politique nationale, de politique protectionniste, de politique de libre-échange et de politique de représailles; tout cela, en fait, n'est qu'un échappatoire pour le Gouvernement qui ne peut se réclamer d'aucune politique précise en quelque domaine que ce soit. (Bravo!) Il est d'avis, comme le pays, que la meilleure politique pour le pays est celle du libre-échange. (Applaudissements.)

M. Ryan (Montréal-Ouest) proteste, au nom de la province de Québec et de la ville de Montréal, contre l'imposition d'un droit. Plutôt que d'une politique nationale, c'est d'une politique de Cumberland qu'il s'agit. (Rires.) Le